

Statistique financière

Département de la Justice
et des Finances

Delémont, mars 2004

République et Canton
du Jura



COMPTES 2003

Communiqué de presse

Comptes 2003 de la République et Canton du Jura

La diminution des parts fédérales et la mauvaise conjoncture creusent le déficit

Delémont, le 10 mars 2004/RPJU – Les comptes 2003 de la République et Canton du Jura bouclent sur un déficit de 16,8 millions de francs, alors que le budget tablait sur un excédent de charge de 3,7 millions. Pour la troisième année consécutive, le résultat est influencé négativement par la baisse des parts fédérales, qui sont inférieures de près de 9 millions de francs aux prévisions. La mauvaise conjoncture a également plombé les recettes fiscales et entraîné l'augmentation de certaines subventions. Les charges sur lesquelles l'Etat exerce une influence directe sont maîtrisées.

Globalement, les charges de l'Etat atteignent 666,3 millions de francs en 2003, pour des recettes de 649,5 millions. Les dépenses dont l'Etat a la maîtrise directe (personnel, biens, services et marchandises) s'élèvent à 250,2 millions de francs, soit 0,5% de moins que prévu. En revanche, les dépenses de transfert (notamment les subventions) progressent de 12,2% par rapport aux comptes 2002 et dépassent le budget de 2,9%. Des hausses sensibles ont notamment été observées dans les domaines scolaire, de la santé, du social et de la lutte contre le chômage.

La baisse de près de 9 millions de francs des parts cantonales aux recettes fédérales pèse sur les revenus réels, inférieurs de 1,3% au budget. Les impôts ordinaires stagnent à 178,1 millions de francs (0,2% de plus qu'en 2002, mais 1,9% de moins que prévu au budget). L'écart par rapport aux prévisions est moins important pour les personnes physiques (-1,1%) que pour les personnes morales (-7,9%), dont l'impôt a rapporté 1,6 million de moins qu'escompté.

Investissements

Les investissements nets se montent à 35,5 millions de francs, soit 4,3 millions de moins que prévu. La baisse est liée notamment à la diminution des crédits fédéraux pour l'A16 ainsi qu'à des retards sur divers chantiers. Ces investissements ont été financés à hauteur de 43,2%, taux inférieur à l'objectif à moyen terme d'au moins 60%. L'insuffisance de financement atteint 20,1 millions de francs.

Les investissements globaux réalisés en 2003 sur le territoire cantonal atteignent 175,9 millions de francs (192,9 millions en 2002), dont 131,3 ont été consacrés à l'A16. Les subventions d'investissements atteignent 13,1 millions de francs et sont allouées principalement aux secteurs de la santé, de l'agriculture, des eaux, de l'économie et de l'enseignement.

Dettes et intérêts

La dette brute, qui était stable depuis 1998, augmente de près de 20 millions de francs, à 511,6 millions. Par rapport au revenu cantonal, sa part dépasse l'objectif des 20% (22,1%). La charge d'intérêt a toutefois pu être encore réduite grâce aux conditions négociées sur les

marchés financiers. Les intérêts passifs s'élèvent à 16,9 millions de francs (19,3 en 2002) et absorbent 8% des impôts directs et indirects (9,1% en 2002).

Face à la détérioration des finances cantonales, il est impératif d'éviter un désengagement de la Confédération et de refuser le paquet fiscal, dont l'adoption ne bénéficierait qu'à un nombre restreint de contribuables jurassiens et entraînerait un manque à gagner annuel d'environ 9 millions de francs pour le Jura. Il s'agit aussi pour le Gouvernement de prendre rapidement des mesures d'ordre structurel. Sa priorité absolue est la mise en œuvre des mesures contenues dans Jura Pays Ouvert, qui amélioreront l'attractivité du canton et favoriseront ainsi son développement économique et démographique.

Le rapport complet du Gouvernement au sujet des comptes 2003 de l'Etat sera publié et envoyé au Parlement à fin avril 2004.

Comptes 2003 de l'Etat jurassien

Communiqué du 10 mars 2004

Table des matières

(Cliquez sur l'intitulé pour atteindre la page correspondante)

1. Compte administratif

Compte administratif de l'Etat	1
Présentation schématique des comptes en quatre phases	2

2. Compte de fonctionnement

Evolution des charges	3
Evolution des charges (graphique)	4
Evolution des charges par rapport au budget 2003	5
Evolution des charges par rapport aux comptes 2002	6
Evolution des dépenses générales	7
Evolution des dépenses de transfert	8
Comment est dépensé l'argent du contribuable ?	9
Effectif du personnel	10
Evolution des revenus	11
Evolution des revenus (graphique)	12
Evolution des revenus par rapport au budget 2003	13
Evolution des revenus par rapport aux comptes 2002	14
Evolution des impôts ordinaires et des impôts spéciaux	15
Evolution des impôts ordinaires et des impôts spéciaux (graphique)	16

3. Compte d'investissement

Volume des investissements bruts réalisés sur le territoire cantonal	17
Ecarts du compte des investissements par rapport au budget 2003	18
Les grands chantiers de l'Etat	19
Répartition des subventions nettes d'investissements	20

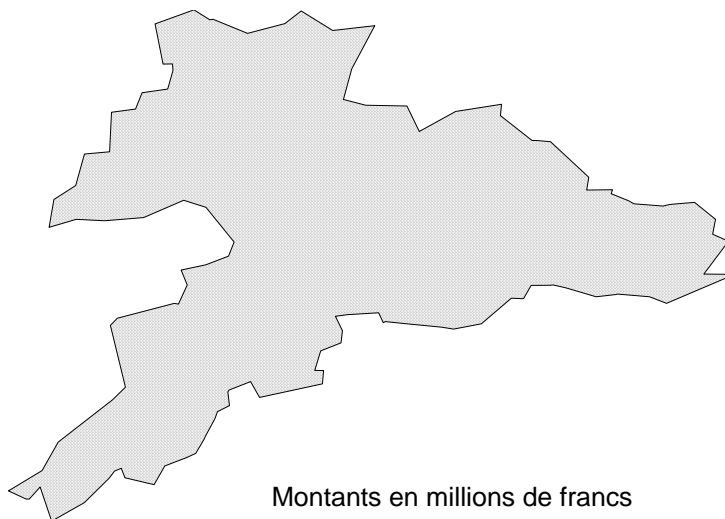
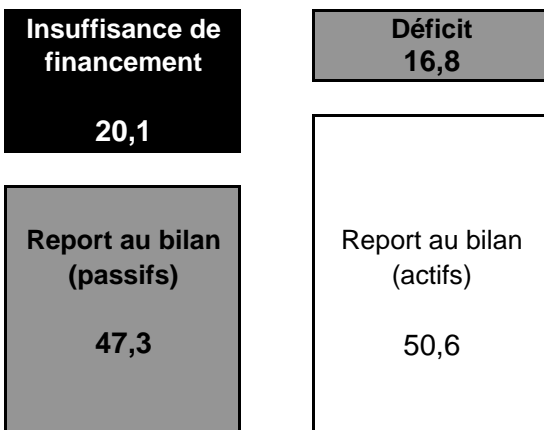
4. Situation financière

Evolution du résultat de fonctionnement et de l'insuffisance de financement	21
Evolution du résultat de fonctionnement et des écarts budgétaires	22
Evolution du degré d'autofinancement	23
Dettes et intérêts passifs	24
Evolution de la dette brute et des intérêts passifs (graphique)	25
Evolution des quotes-parts de l'Etat	26
Objectif, contexte et défis financiers	27

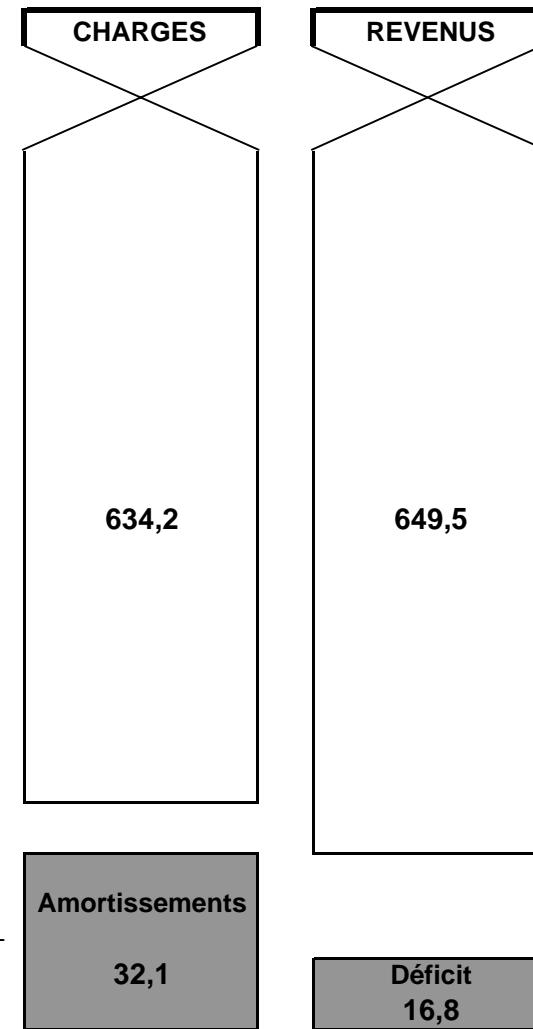
Le compte de fonctionnement n'est pas équilibré et le résultat est plus proche des comptes 2001 et 2002 (sans les recettes extraordinaires) que du budget. La détérioration du financement de 8,6 mios par rapport au budget correspond au manco sur les parts fédérales (-8,8 mios), les autres variations concernant le fonctionnement étant compensées par des investissements nets inférieurs aux prévisions.

	Comptes 2002		Budget 2003		Comptes 2003	
	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits
Fonctionnement						
Charges et revenus	652'147	651'429	654'221	650'550	666'300	649'507
Excédent de charges		718		3'671		16'793
Investissements						
Dépenses et recettes	61'121	21'665	58'147	18'302	50'563	15'103
Investissements nets		39'456		39'845		35'460
Financement						
Investissements nets	39'456		39'845		35'460	
Amortissements		31'912		31'975		32'118
Excédent de charges (fonctionnement)	718		3'671		16'793	
Insuffisance de financement		8'262		11'542		20'135
Variations au bilan						
Insuffisance de financement	8'262		11'542		20'135	
Report au bilan (passifs)	53'577		50'277		47'221	
Report au bilan (actifs)		61'121		58'147		50'563
Augmentation nette du découvert		718		3'671		16'793

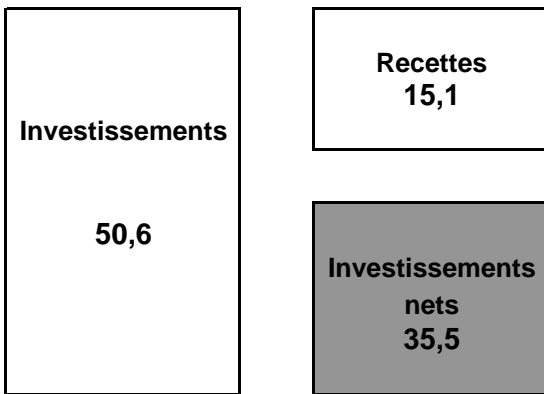
4 VARIATIONS AU BILAN



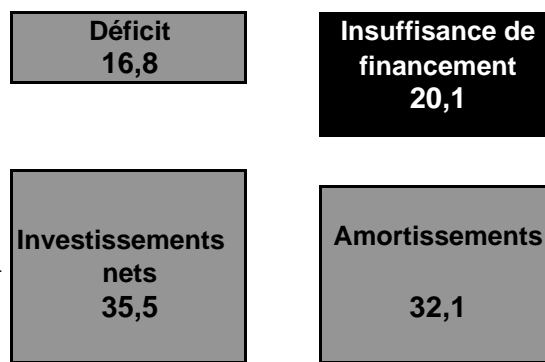
1 FONCTIONNEMENT



2 INVESTISSEMENTS

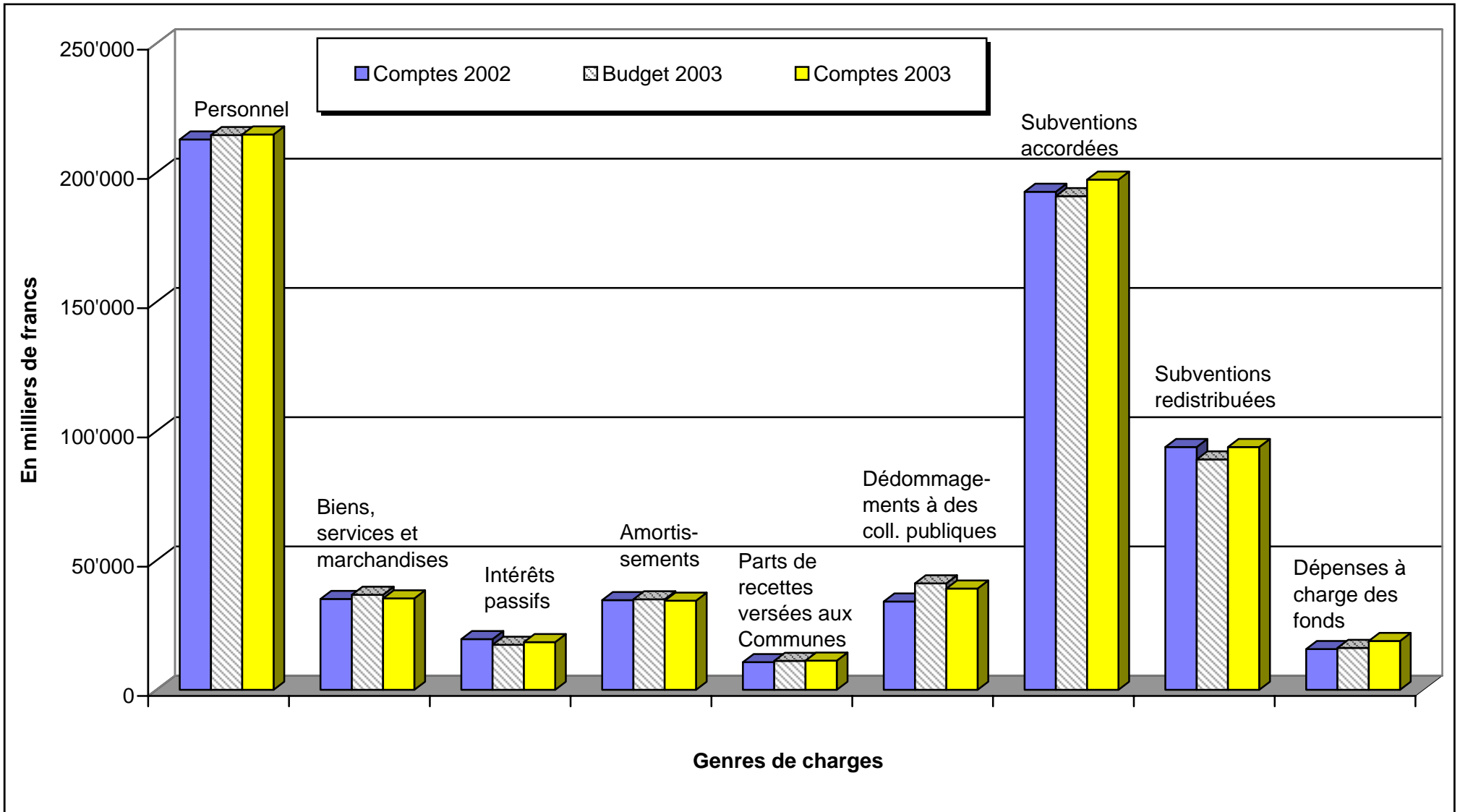


3 FINANCEMENT



Si l'on ne tient pas compte des écritures neutres du point de vue du résultat (subventions redistribuées et attributions aux fonds) et des amortissements, l'écart des charges réelles entre budget et comptes est de 1,2%. Ces mêmes charges progressent de 5,8% par rapport aux comptes 2002 (abstraction faite du provisionnement), surtout en raison des subventions accordées dont la progression dépasse 10%.

No	Libellé du compte	Comptes 2002		Budget 2003		Comptes 2003		Ecart sur le budget +/- en %
		En milliers de francs	En % du total	En milliers de francs	En % du total	En milliers de francs	En % du total	
30	CHARGES DE PERSONNEL	212'939	32.65	214'620	32.81	214'839	32.24	0.10
31	BIENS, SERVICES ET MARCHANDISES	35'137	5.39	36'777	5.62	35'364	5.31	-3.84
32	INTÉRÊTS PASSIFS	19'623	3.01	17'404	2.66	18'431	2.77	5.90
33	AMORTISSEMENTS	34'699	5.32	35'015	5.35	34'500	5.18	-1.47
34	PARTS DE RECETTES VERSÉES AUX COMMUNES	10'704	1.64	11'204	1.71	11'291	1.69	0.78
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBL.	34'178	5.24	41'184	6.30	39'179	5.88	-4.87
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	192'693	29.55	190'993	29.19	197'405	29.63	3.36
37	SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES	93'953	14.41	89'140	13.63	93'949	14.10	5.39
377	DÉPENSES À CHARGE DES FONDS	15'782	2.42	16'235	2.48	18'902	2.84	16.43
38	ATTRIBUTIONS AUX FONDS	1'558	0.24	740	0.11	1'559	0.23	110.68
39	IMPUTATIONS INTERNES	881	0.14	909	0.14	881	0.13	-3.08
3	TOTAL DES CHARGES	652'147	100.00	654'221	100.00	666'300	100.00	1.85



PRINCIPALES AUGMENTATIONS ET DIMINUTIONS
PAR RAPPORT AU BUDGET 2003

Montants bruts en millions de francs

Augmentations brutes	Rubriques	Montants	Diminutions brutes	Rubriques	Montants
Traitements des enseignants	302	1.65	Traitements des magistrats et fonctionnaires	30	0.70
Caisse de pensions de la Police	304	0.35	Taux de cotisation assurance chômage	303	0.55
Intérêts passifs bruts	32	1.00	Frais de formation	309	0.35
Part du Canton à l'AVS et à l'AI	360	0.85	Biens, services et marchandises	31	1.40
Institutions de la santé	364	0.95	Eliminations	330	0.65
Institutions sociales	364	1.80	HES-S2 et hospitalisations extérieures	351	0.60
Institutions sociales scolaires	364	2.60	Universités	351	0.35
Subventions aux écoles privées	365	3.00	Ecoles professionnelles extérieures	351	0.25
Prestations complémentaires AVS/AI	366	2.25	HEP-BEJUNE	351	0.55
Subventions fédérales redistribuées	37	4.80	Hospitalisations privées et mi-privées	364	1.75
Fonds pour l'emploi	377	2.40	Jura Pays Ouvert	364	1.20
Fonds de l'économie et du tourisme	377	0.30	Subventions à l'agriculture	365	0.50
Fonds pour le sport	377	0.30	Subventions aux Eglises	365	0.30
Attributions aux fonds	380	0.80	Aide aux chômeurs en fin de droit	366	1.25
			Fonds de la santé	377	0.20
Total		23.05	Total		10.60

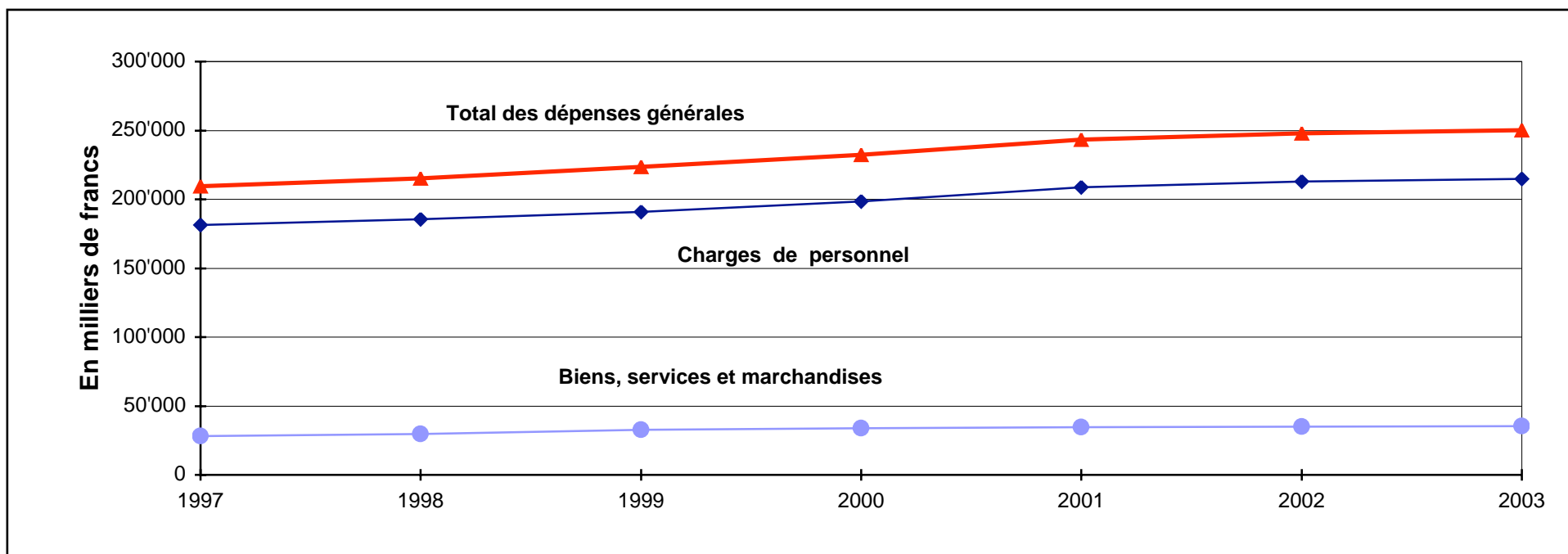
PRINCIPALES AUGMENTATIONS ET DIMINUTIONS
PAR RAPPORT AUX COMPTES 2002

Montants bruts en millions de francs

Augmentations brutes	Rubriques	Montants	Diminutions brutes	Rubriques	Montants
Traitements des enseignants	30	2.10	Convention romande formation des infirmières	309	1.70
Traitements des magistrats et fonctionnaires	30	1.60	Intérêts passifs	32	1.20
Biens, services et marchandises	31	0.20	Eliminations	330	0.40
Amortissements	331	0.20	Universités	351	0.35
Parts de recettes aux communes	340	0.60	Solde de répartition SAS dû aux communes	362	0.45
HES-S2	351	2.50	Constitution d'une provision en 2002	363	15.00
HEP-BEJUNE	351	1.50	Hospitalisations privées et mi-privées	364	3.25
Hospitalisations extérieures	351	1.10	Subventions aux transports publics	364	0.25
Part du Canton à l'AVS et à l'AI	360	2.75	Aide aux chômeurs en fin de droit	366	0.90
Alimentation de fonds	363	0.60	Bourses d'étude	366	0.35
Hôpital du Jura	364	7.00	Fonds santé et social	377	0.50
Institutions sociales	364	3.30	Fonds de la coopération	377	0.50
Institutions sociales scolaires	364	3.15	Fonds de compensation financière	377	0.25
Institutions de la santé	364	2.45			
Subventions aux écoles privées	365	2.10			
Subventions à l'agriculture	365	0.35			
Prestations complémentaires AVS/AI	366	1.80			
Subventions pour primes d'assurance maladie	366	0.60			
Aide au tiers monde	367	0.65			
Fonds pour l'emploi	377	3.65			
Fonds de l'économie	377	0.35			
Fonds pour le sport	377	0.30			
Total		38.85	Total		25.10

Années	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Charges de personnel	181'238	185'590	190'977	198'551	208'819	212'939	214'839
Biens, services et marchandises	28'236	29'733	32'531	33'786	34'509	35'137	35'364
TOTAL DES DÉPENSES GÉNÉRALES	209'474	215'323	223'508	232'337	243'328	248'076	250'203

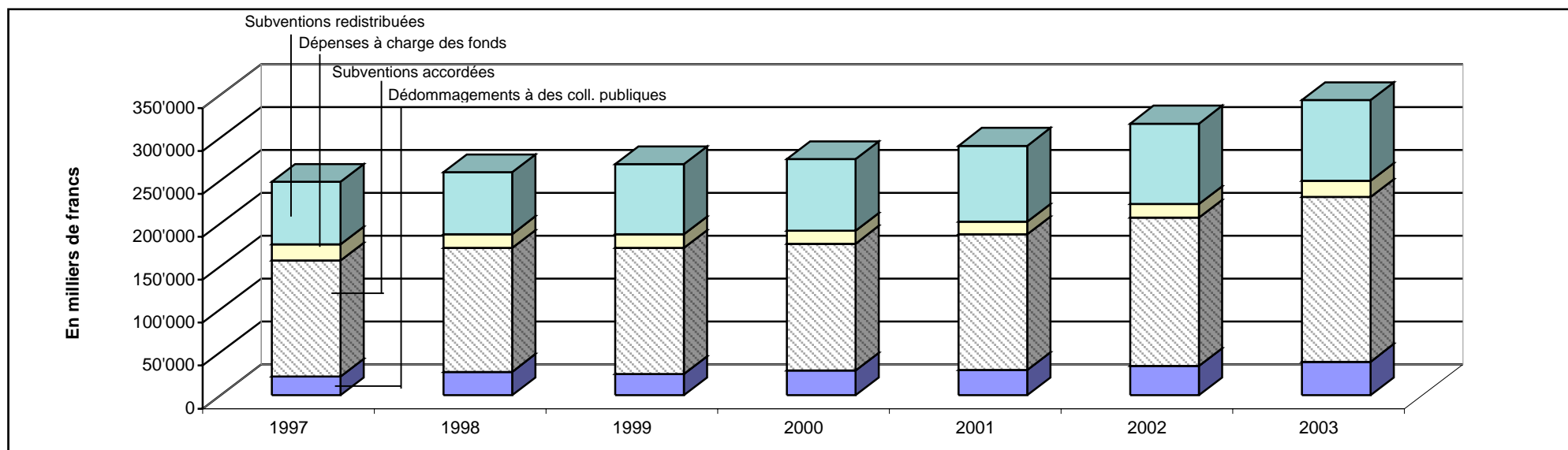
L'évolution de ces dépenses propres peut être considérée comme maîtrisée puisqu'elles sont inférieures de 0,5% au budget. Elles progressent de 0,9% par rapport aux comptes 2002, soit à un niveau comparable au renchérissement.

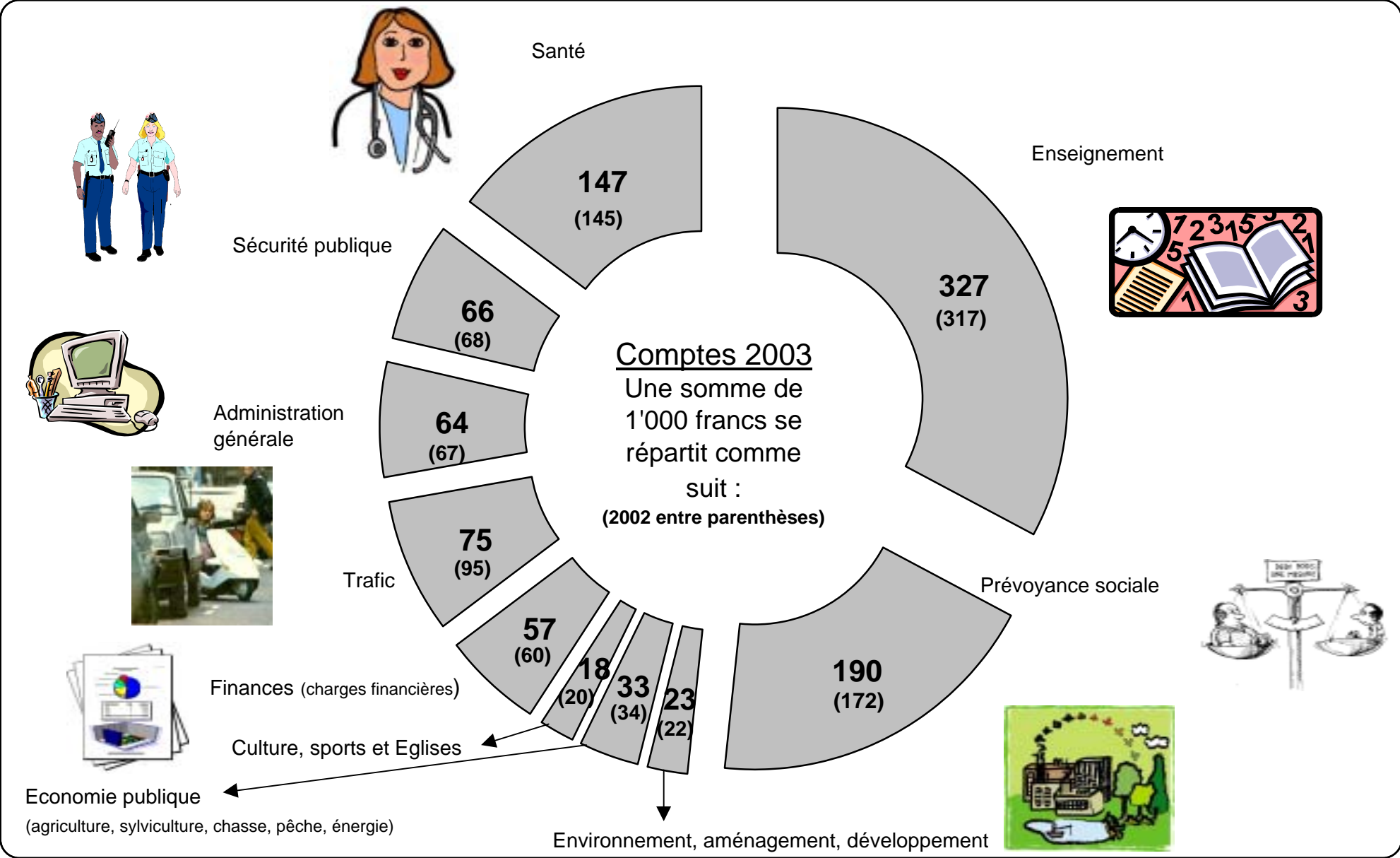


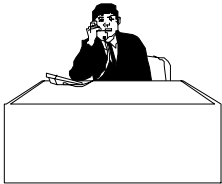
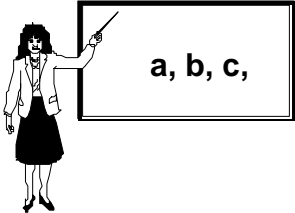
Années	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Dédommagements à des collectivités publiques	21'705	27'420	24'946	28'870	29'402	34'178	39'179
Subventions accordées *)	135'271	144'263	146'712	147'853	158'422	172'836	191'968
Dépenses à charge des fonds	18'677	16'249	15'854	15'248	14'456	15'782	18'902
Subventions redistribuées	72'936	72'209	81'924	83'504	88'619	93'953	93'949
TOTAL DES DEPENSES DE TRANSFERT	248'589	260'141	269'436	275'475	290'899	316'749	343'998

*) sans l'alimentation des fonds et la dotation aux provisions

L'évolution de ces dépenses reste très préoccupante. Abstraction faite des subventions redistribuées, elles sont supérieures de 2,9% au budget et elles progressent de 12,2% par rapport aux comptes 2002.



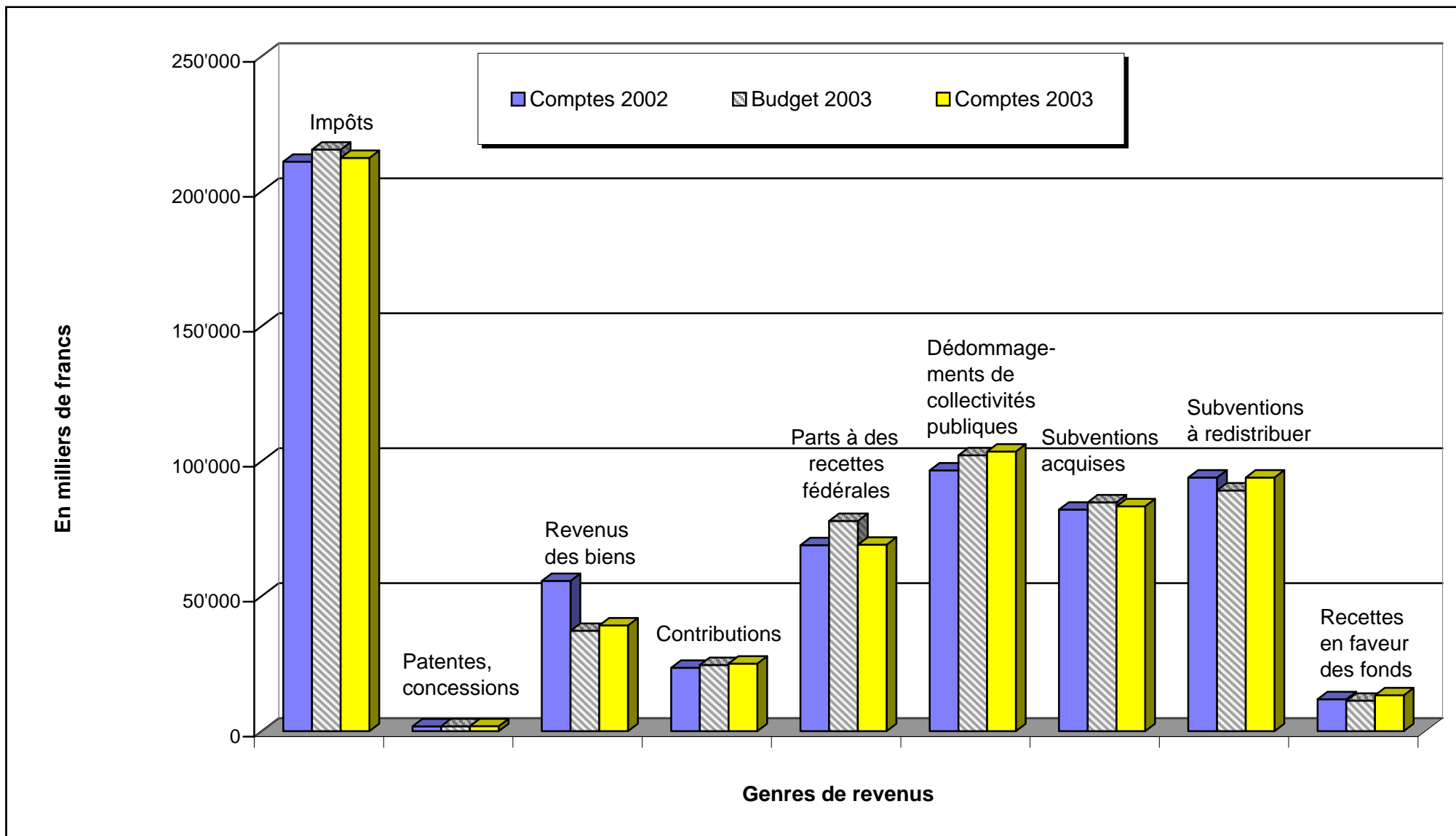


	31.12. 1997	31.12. 1998	31.12. 1999	31.12. 2000	31.12. 2001	31.12. 2002	31.12. 2003
PERSONNEL ADMINISTRATIF (sans les fouilles archéologiques) 	732.0	756.8	762.6	779.3	795.4	792.3	815.3 *
PERSONNEL ENSEIGNANT (base de données dès année scolaire 99/00) 	97/98	98/99	99/00	00/01	01/02	02/03	03/04
	---	---	854.8	870.0	884.0	892.4	912.0

* y.c. 14,0 postes intégrés à l'effectif suite à un changement de statut

Si l'on ne tient pas compte des écritures neutres du point de vue du résultat, les revenus réels sont inférieurs de 1,3% au budget, principalement en raison des parts fédérales et des recettes fiscales inférieures aux prévisions.

No	Libellé du compte	Comptes 2002		Budget 2003		Comptes 2003		Ecart sur le budget
		En milliers de francs	En % du total	En milliers de francs	En % du total	En milliers de francs	En % du total	+/- en %
40	IMPÔTS	210'961	32.38	215'405	33.11	212'342	32.69	-1.42
41	PATENTES, CONCESSIONS	1'769	0.27	1'786	0.27	1'813	0.28	1.51
42	REVENUS DES BIENS	55'622	8.54	37'151	5.71	39'159	6.03	5.40
43	CONTRIBUTIONS	23'438	3.60	24'473	3.76	25'008	3.85	2.19
44	PARTS À DES RECETTES FÉDÉRALES	68'893	10.58	77'864	11.97	69'070	10.63	-11.29
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBL.	96'576	14.83	102'174	15.71	103'577	15.95	1.37
46	SUBVENTIONS ACQUISES	82'062	12.60	84'756	13.03	83'296	12.82	-1.72
47	SUBVENTIONS À REDISTRIBUER	93'953	14.42	89'140	13.70	93'949	14.46	5.39
477	RECETTES EN FAVEUR DES FONDS	11'799	1.81	11'264	1.73	13'281	2.04	17.91
48	PRÉLÈVEMENTS SUR LES FONDS	5'475	0.84	5'628	0.87	7'131	1.10	26.71
49	IMPUTATIONS INTERNES	881	0.14	909	0.14	881	0.14	-3.08
4	TOTAL DES REVENUS	651'429	100.00	650'550	100.00	649'507	100.00	-0.16



PRINCIPALES AUGMENTATIONS ET DIMINUTIONS
PAR RAPPORT AU BUDGET 2003

Montants bruts en millions de francs

Augmentations brutes	Rubriques	Montants	Diminutions brutes	Rubriques	Montants
Impôts sur les successions et donations	405	0.75	Impôts des personnes physiques	400	1.70
Intérêts sur comptes courants et contrats swap	420	1.25	Impôts des personnes morales	401	1.25
Dividendes	422	0.65	Rappels d'impôts	401	0.40
Gains comptables	424	0.35	Taxes des véhicules	406	0.45
Remboursements de frais	436	0.60	Ventes de bois	427	0.25
Parts des communes aux institutions scolaires	452	1.80	Part à l'impôt fédéral direct	440	2.95
Parts des communes à l'enseignement	452	0.70	Part à l'impôt anticipé	440	6.00
Subventions fédérales aux prestations compl.	460	0.80	Parts des communes à la santé	452	1.10
Parts des communes aux ass. sociales	462	0.75	Subventions fédérales A16	460	1.20
Subventions fédérales à redistribuer	470	4.80	Subventions fédérales aux bourses	460	0.30
Fonds pour l'emploi	477	0.85	Subventions fédérales à l'agriculture	460	0.45
Fonds des déchets	477	0.55	Parts des communes au domaine social	462	0.90
Fonds du tourisme	477	0.30			
Fonds de compensation financière	477	0.25			
Prélèvements sur les fonds	480	1.50			
Total		15.90	Total		16.95

PRINCIPALES AUGMENTATIONS ET DIMINUTIONS
PAR RAPPORT AUX COMPTES 2002

Montants bruts en millions de francs

Augmentations brutes	Rubriques	Montants	Diminutions brutes	Rubriques	Montants
Impôts des personnes physiques	400	1.95	Rappels d'impôts	401	0.95
Impôts sur les successions et donations	405	0.85	Impôts des personnes morales	401	0.70
Taxes des véhicules	406	0.40	Gains comptables (ventes d'actions en 2002)	424	30.35
Intérêts sur comptes courants et contrats swap	420	1.05	Part à l'impôt anticipé	440	2.60
Intérêts moratoires	421	0.25	Redevance poids lourds	460	1.00
Part au bénéfice de la BNS	426	12.40	Subventions fédérales aux bourses	460	0.40
Ventes de bois et locations	427	0.30	Parts des communes au domaine social	462	0.45
Emoluments	431	0.65			
Remboursements de frais	436	0.65			
Part à l'impôt fédéral direct	440	2.85			
Contribution de HES-S2	451	1.25			
Parts des communes à la santé	452	2.45			
Parts des communes aux institutions scolaires	452	2.15			
Parts des communes à l'enseignement	452	0.95			
Subventions fédérales à l'assurance maladie	460	0.55			
Subventions fédérales aux prestations compl.	460	0.50			
Subventions fédérales pour coopération	460	0.40			
Subventions fédérales aux écoles prof.	460	0.35			
Parts des communes aux ass. sociales	462	1.30			
Fonds pour l'emploi	477	1.70			
Prélèvements sur les fonds	480	1.65			
Total		34.60	Total		36.45

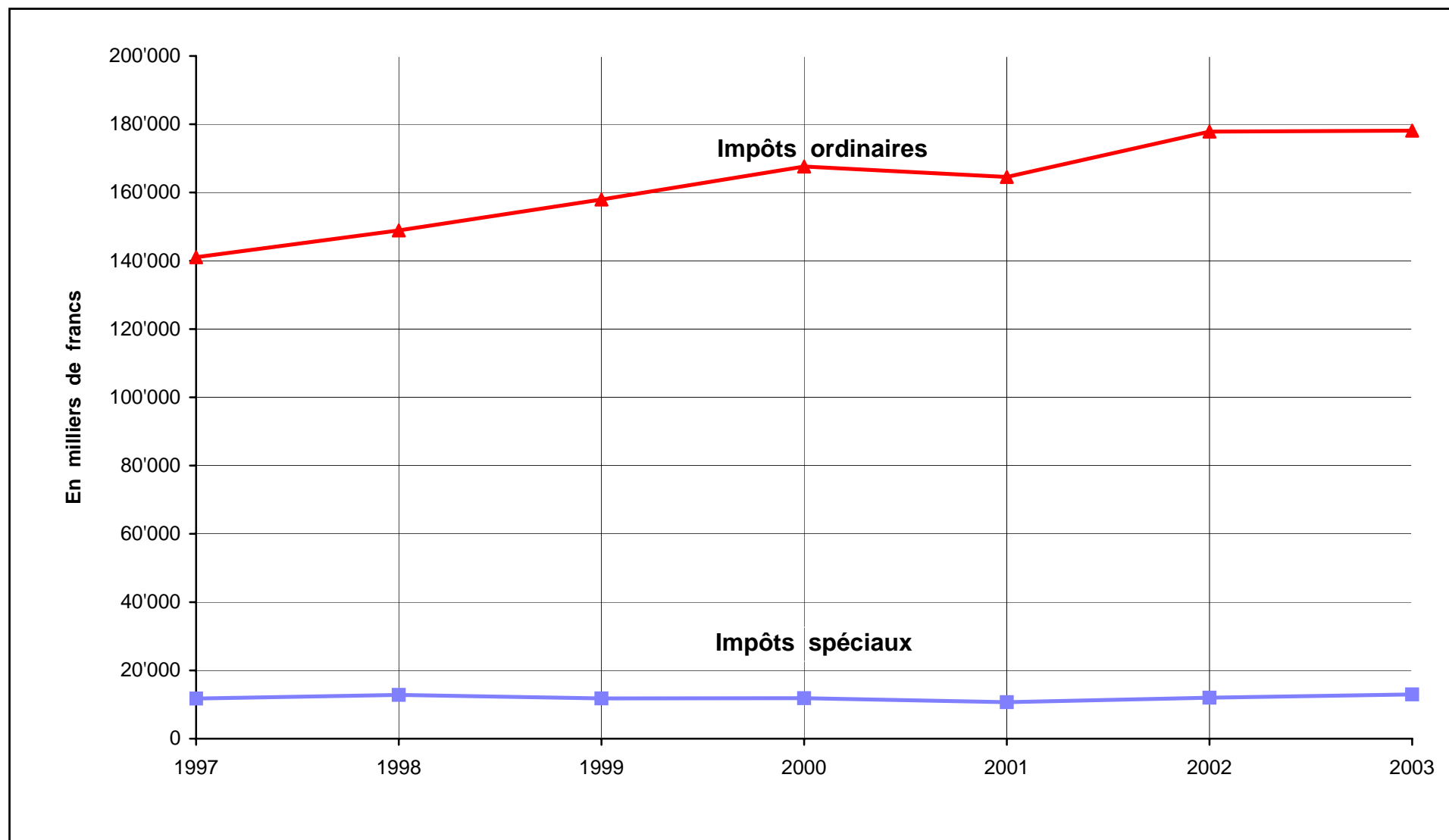
ÉVOLUTION DES IMPÔTS ORDINAIRES
 ET DES IMPÔTS SPÉCIAUX

Montants arrondis en milliers de francs

Il y a stagnation dans les rentrées des impôts ordinaires puisqu'elles sont inférieures de 1,9% au budget et qu'elles ne progressent que de 0,2% par rapport aux comptes 2002. La progression des impôts spéciaux provient surtout des impôts sur les successions.

Années	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Impôts ordinaires							
Impôts sur le revenu et la fortune (400)	129'676	134'654	141'700	144'368	142'834	157'076	159'019
Impôts sur le bénéfice et le capital (401)	11'384	14'238	16'257	23'252	21'737	20'755	19'089
Total	141'060	148'892	157'957	167'620	164'571	177'831	178'108
Impôts spéciaux							
Impôts sur les gains immobiliers et de loterie (403)	1'598	1'193	1'670	1'674	1'667	1'885	1'766
Droits de mutation et gages immobiliers (404)	7'255	7'249	7'244	7'163	5'960	6'895	7'159
Impôts sur les successions et les donations (405)	2'908	4'378	2'888	3'027	3'076	3'209	4'046
Total	11'761	12'820	11'802	11'864	10'703	11'989	12'971

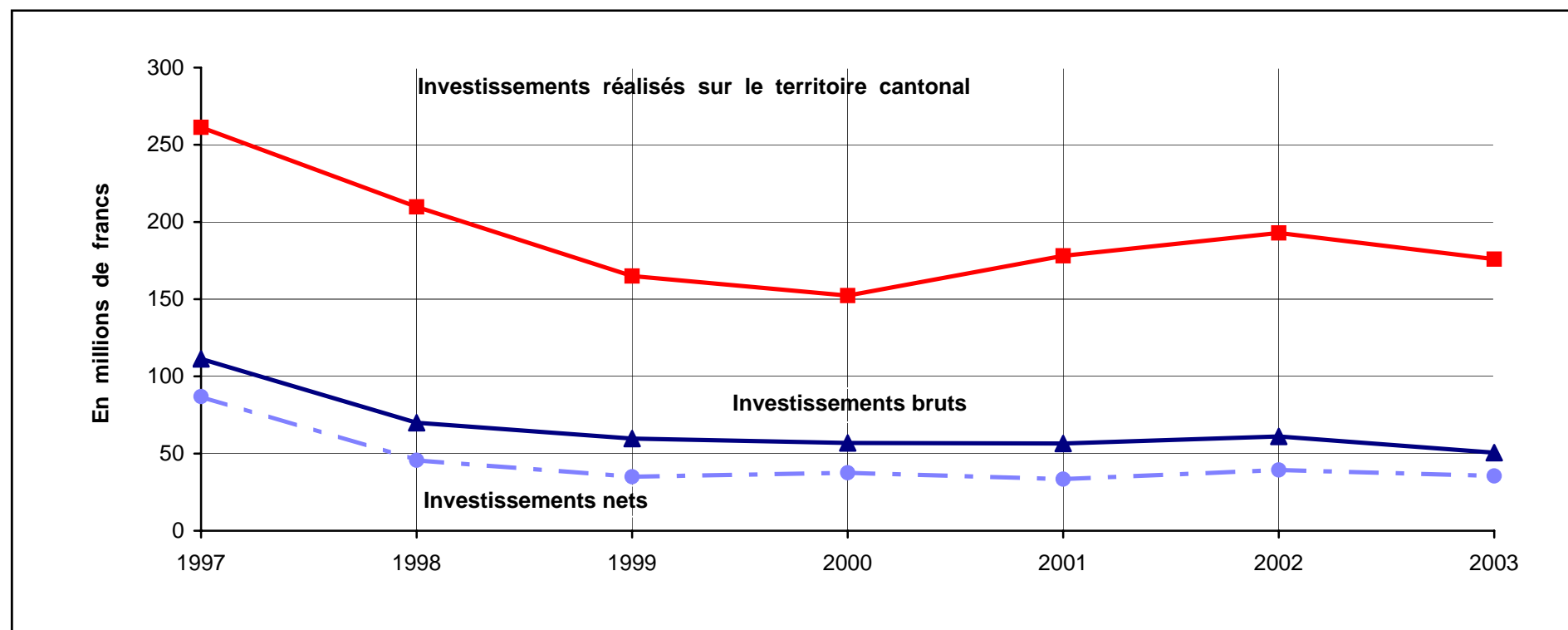
ÉVOLUTION DES IMPÔTS ORDINAIRES
ET DES IMPÔTS SPÉCIAUX



VOLUME DES INVESTISSEMENTS BRUTS
REALISÉS SUR LE TERRITOIRE CANTONAL

Montants arrondis en millions de francs

Années	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Investissements réalisés sur le territoire cantonal	261.3	209.8	165.0	152.3	178.1	192.9	175.9
Investissements bruts	111.3	70.0	59.7	56.9	56.5	61.1	50.6
Investissements nets	86.9	45.7	35.0	37.6	33.4	39.4	35.5



ECARTS DU COMPTE DES INVESTISSEMENTS PAR RAPPORT AU BUDGET 2003

ECARTS GLOBAUX

Montants arrondis en millions de francs

<u>Libellés</u>	Plan financier 2003	Budget 2003	Comptes 2003	Ecart par rapport au budget
Dépenses d'investissements	53.8	58.1	50.6	-7.5
Recettes d'investissements	17.7	18.3	15.1	-3.2
Investissements nets	36.1	39.8	35.5	-4.3

PRINCIPAUX ECARTS DES INVESTISSEMENTS NETS PAR RAPPORT AU BUDGET 2003

<u>Objets</u>	<u>Ecart</u>	<u>Causes principales</u>
Construction de l'A16	-1.6	Baisse des crédits fédéraux octroyés
Aménagements H18	-0.7	Retard sur le chantier de la traversée de Montfaucon et décompte plus favorable sur le tronçon St-Brais - Montfaucon
Itinéraires cyclables	-0.6	Travaux sur l'itinéraire Delémont-Courtételle retardés
Equipement et applications informatiques	-0.5	Avance moins rapide des projets
Lycée cantonal	-0.5	Retard dans l'avancement des travaux
Hôtel du Parlement	+0.8	Solde des travaux

PRINCIPAUX CHANTIERS

(Dépenses propres, sans les subventions et les prêts d'investissements accordés à des tiers)

- ☒ Construction de l'A16
- ☒ Centre professionnel de Porrentruy
- ☒ Aménagements H18
- ☒ Lycée cantonal



Chantier de la Transjurane à l'est de Delémont : giratoire de la route cantonale Delémont - Courrendlin

LES GRANDS CHANTIERS DE L'ÉTAT

COMPTES 2003

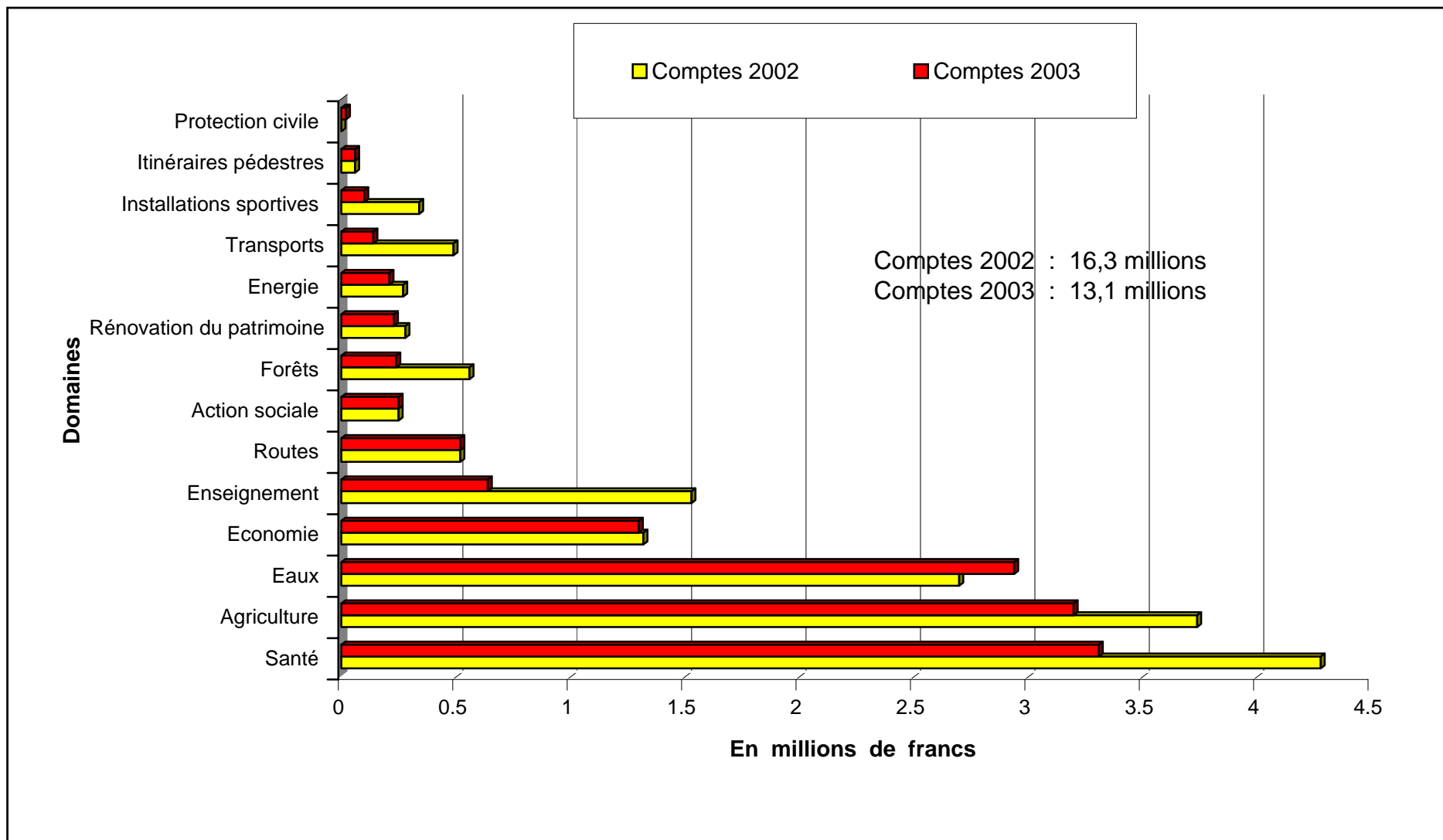
Montants arrondis en millions de francs

Investissements bruts réalisés sur le territoire cantonal		Part cantonale nette
	131.3	5.9
	3.1	2.3
	2.7	0.9
	1.8	1.8
TOTAL	138.9	10.9

Ce montant représente 79,0% des investissements réalisés en 2003 sur le territoire cantonal

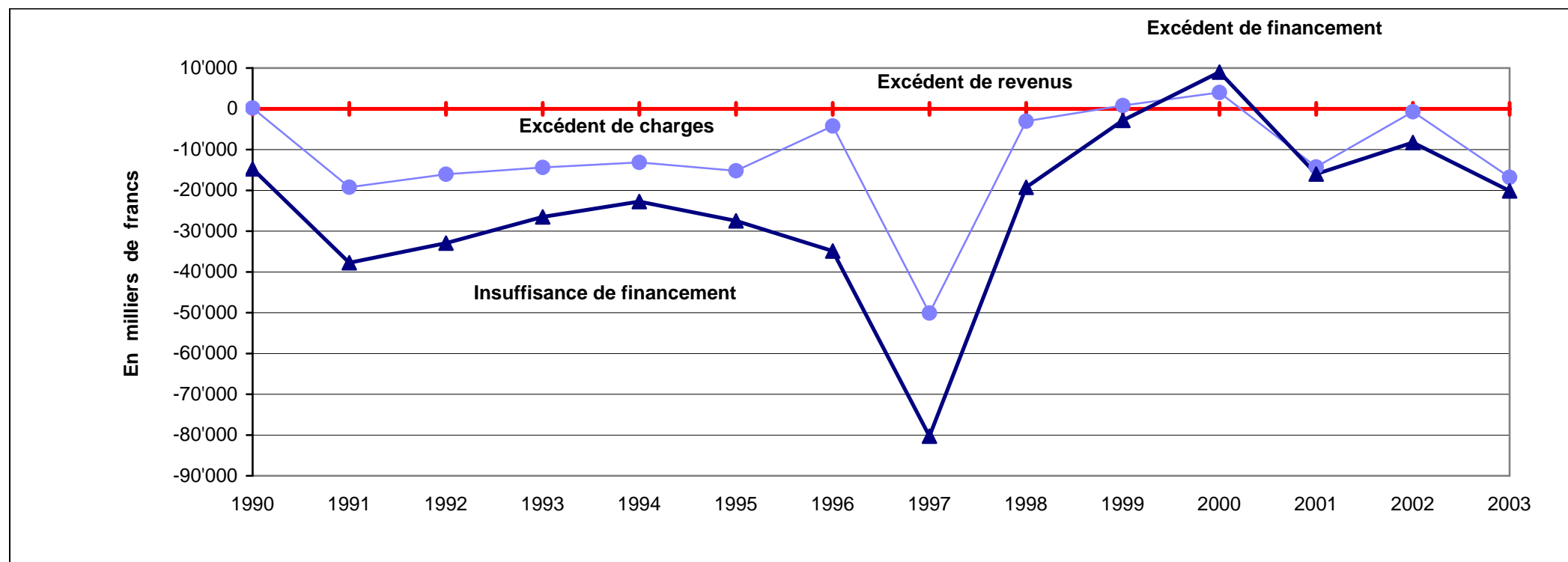
Cette somme constitue 30,7% de l'investissement net total de l'année 2003

REPARTITION DES SUBVENTIONS NETTES
D'INVESTISSEMENTS



Années	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Résultat du compte de fonctionnement	178	-19'227	-16'039	-14'386	-13'135	-15'205	-4'223	-50'075	-3'048	822	4'012	-14'244	-718	-16'793
Insuffisance/excédent de financement	-14'734	-37'764	-32'936	-26'514	-22'759	-27'484	-34'888	-80'268	-19'255	-2'842	9'001	-15'986	-8'262	-20'135

Le déficit bien supérieur au budget s'explique en grande partie par des parts fédérales inférieures aux prévisions. Il est par contre tout proche de celui des deux années précédentes (sans les recettes extraordinaires). L'insuffisance de financement augmente même si les investissements sont inférieurs au budget.

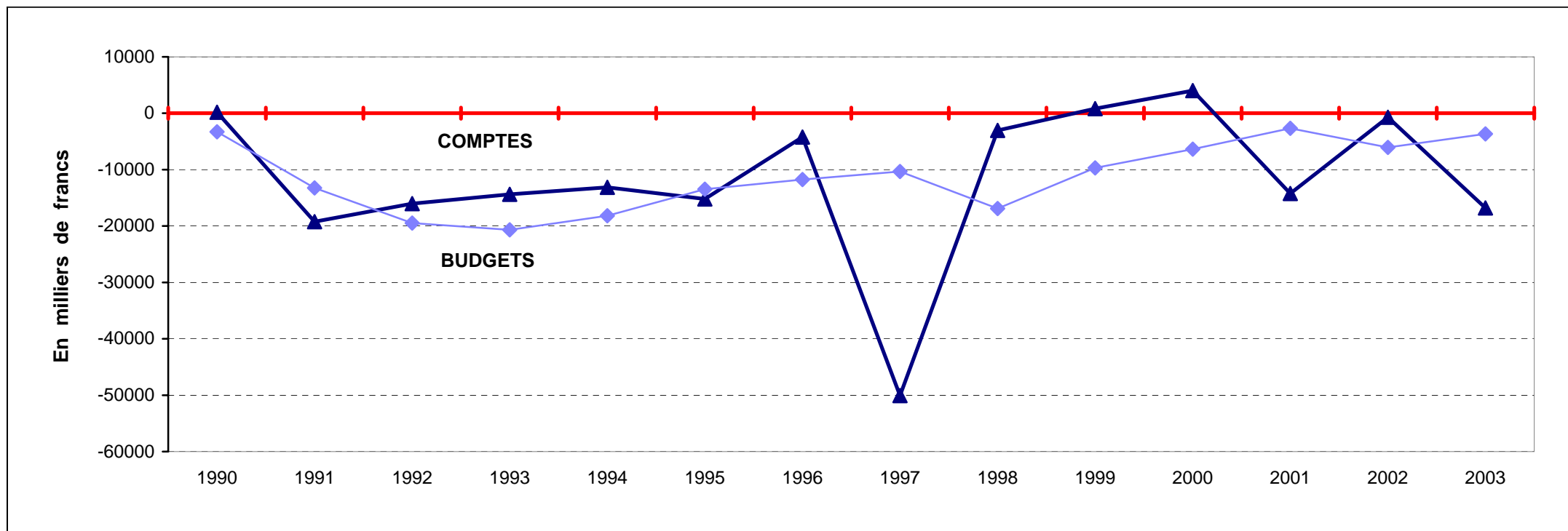


ÉVOLUTION DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT ET DES ECARTS BUDGETAIRES

Montants arrondis en milliers de francs et en %

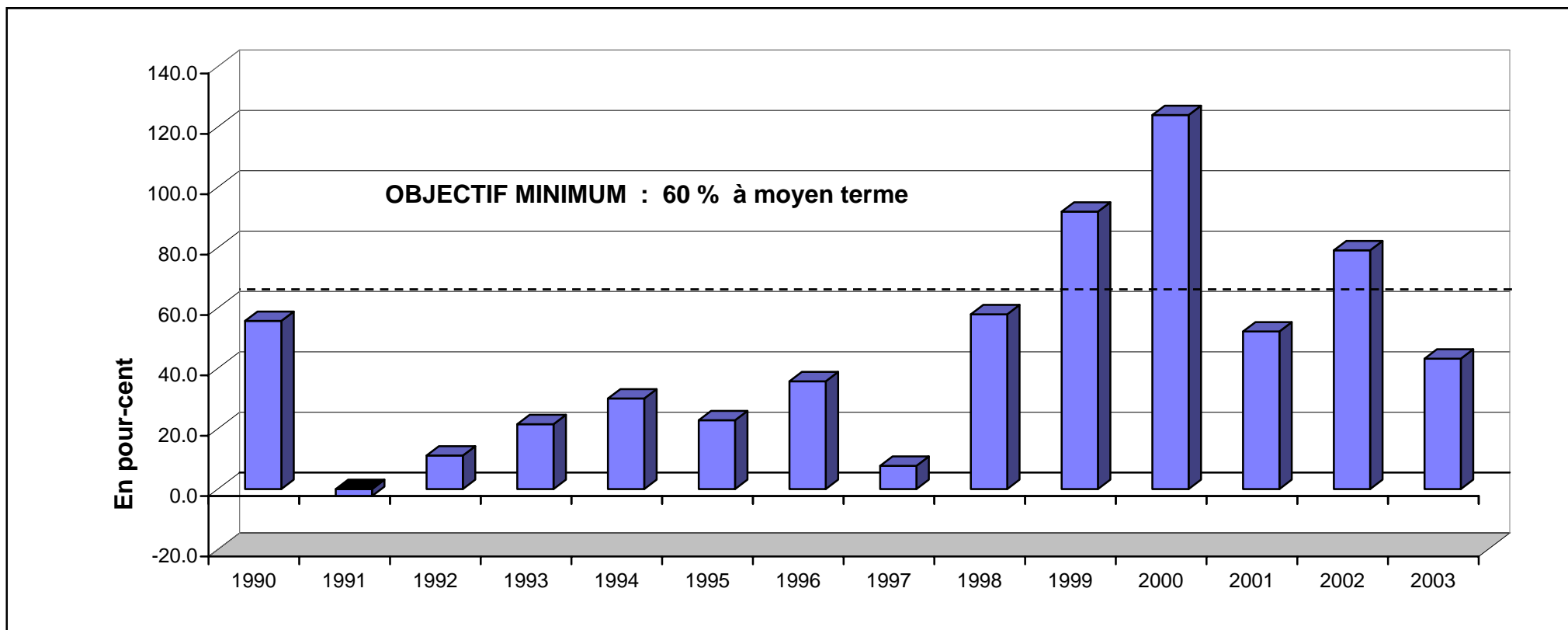
Années	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Résultat du compte de fonctionnement	178	-19'227	-16'039	-14'386	-13'135	-15'205	-4'223	-50'075	-3'048	822	4'012	-14'244	-718	-16'793
Résultat selon le budget	-3'292	-13'236	-19'485	-20'673	-18'181	-13'465	-11'762	-10'329	-16'902	-9'686	-6'362	-2'682	-6'051	-3'671
Ecart	3'470	-5'991	3'446	6'287	5'046	-1'740	7'539	-39'746	13'854	10'508	10'375	-11'562	5'333	-13'122
Ecart en % des recettes	1.03	-1.66	0.88	1.51	1.16	-0.39	1.51	-7.77	2.53	1.86	1.75	-1.96	0.82	-2.02

Sans la différence provenant des parts fédérales, l'écart en % des recettes se situerait à - 0,67.



Années	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Degré d'autofinancement	55.7	-2.3	11.1	21.5	30.0	22.8	35.7	7.7	57.9	91.9	123.9	52.2	79.1	43.2

Le degré d'autofinancement moyen est de 75,76% pour les quatre dernières années et de 53,07% pour les huit dernières années.



Après une stabilité de cinq ans, la dette progresse à nouveau. Compte tenu de taux actuellement encore favorables sur les marchés financiers, le poids des intérêts passifs continue de baisser.

Montants arrondis en millions de francs / en francs par habitant

Années	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Dette brute ¹	479.9	494.7	492.0	494.7	502.6	492.1	511.6
- Nouvelle définition dès l'année 2000 ²			535.9	542.2	557.9	547.4	571.9
En francs par habitant	6'960	7'173	7'131	7'189	7'306	7'221	7'393
Dette nette ³	333.1	341.8	339.1	341.8	350.9	358.6	378.4
En francs par habitant	4'831	4'956	4'915	4'967	5'101	5'262	5'469
Intérêts passifs ⁴	18.8	19.6	20.4	20.6	19.8	19.3	16.9
En % des charges réelles	3.9	4.2	4.2	4.1	3.8	3.5	3.0
En % des impôts directs et indirects	11.0	10.8	10.7	10.2	10.1	9.1	8.0
(total des impôts cantonaux, rubrique 40)							

¹ Dettes à court, moyen et long terme (rubriques 21 et 22 du bilan)

² Dès l'année 2000, les prêts de la Confédération dans le cadre des crédits d'investissements dans l'agriculture sont intégrés au bilan de l'Etat (actifs et passifs)

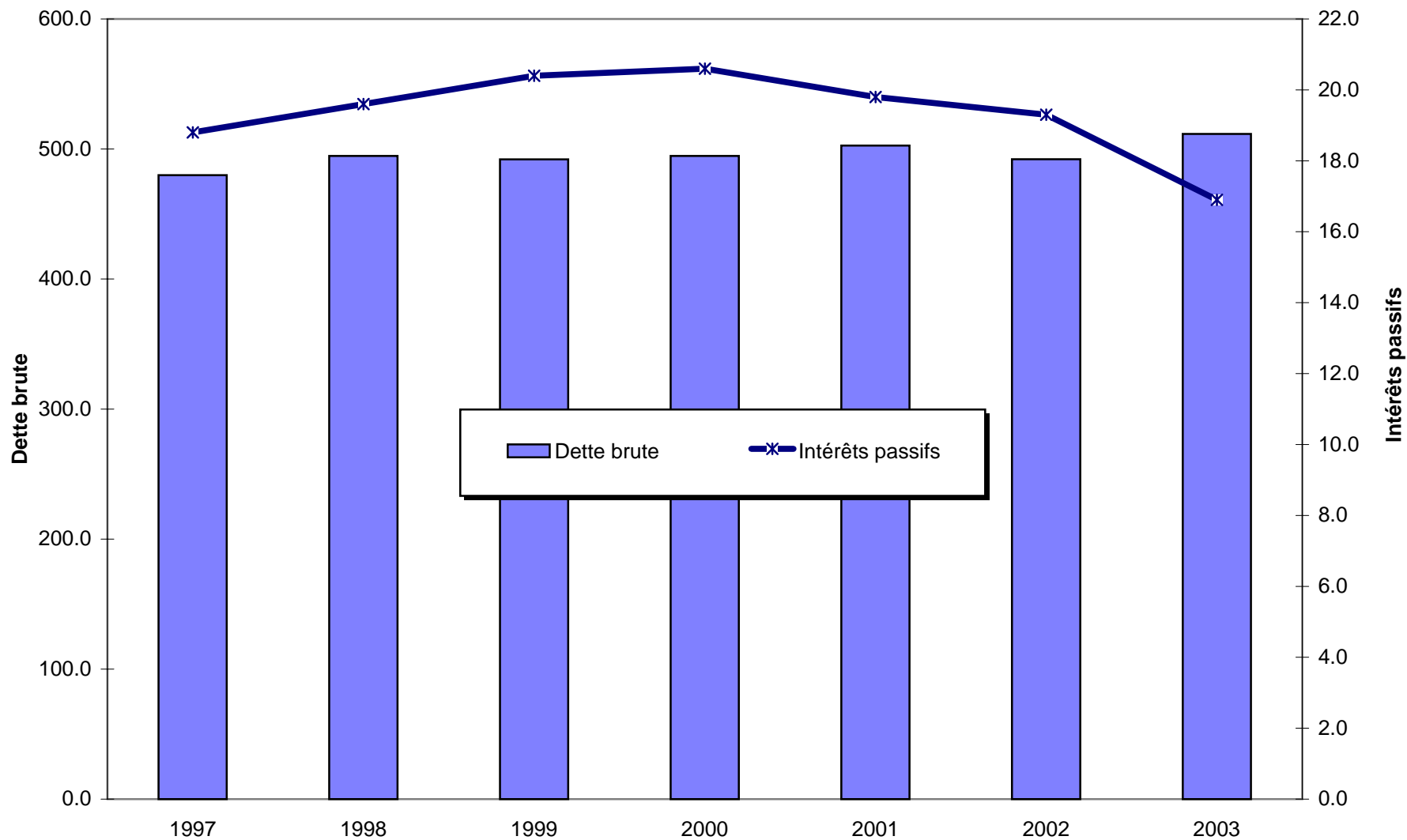
³ Patrimoine administratif sujet à amortissement ./.. avances aux financements spéciaux + perte reportée

⁴ Opérations de couverture par swap comptées en net

<i>Habitants au 1er janvier (ESPOP)</i>	68'948	68'964	68'995	68'818	68'794	68'149	69'196
---	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------

ÉVOLUTION DE LA DETTE BRUTE ET DES INTÉRÊTS PASSIFS

Montants en millions de francs



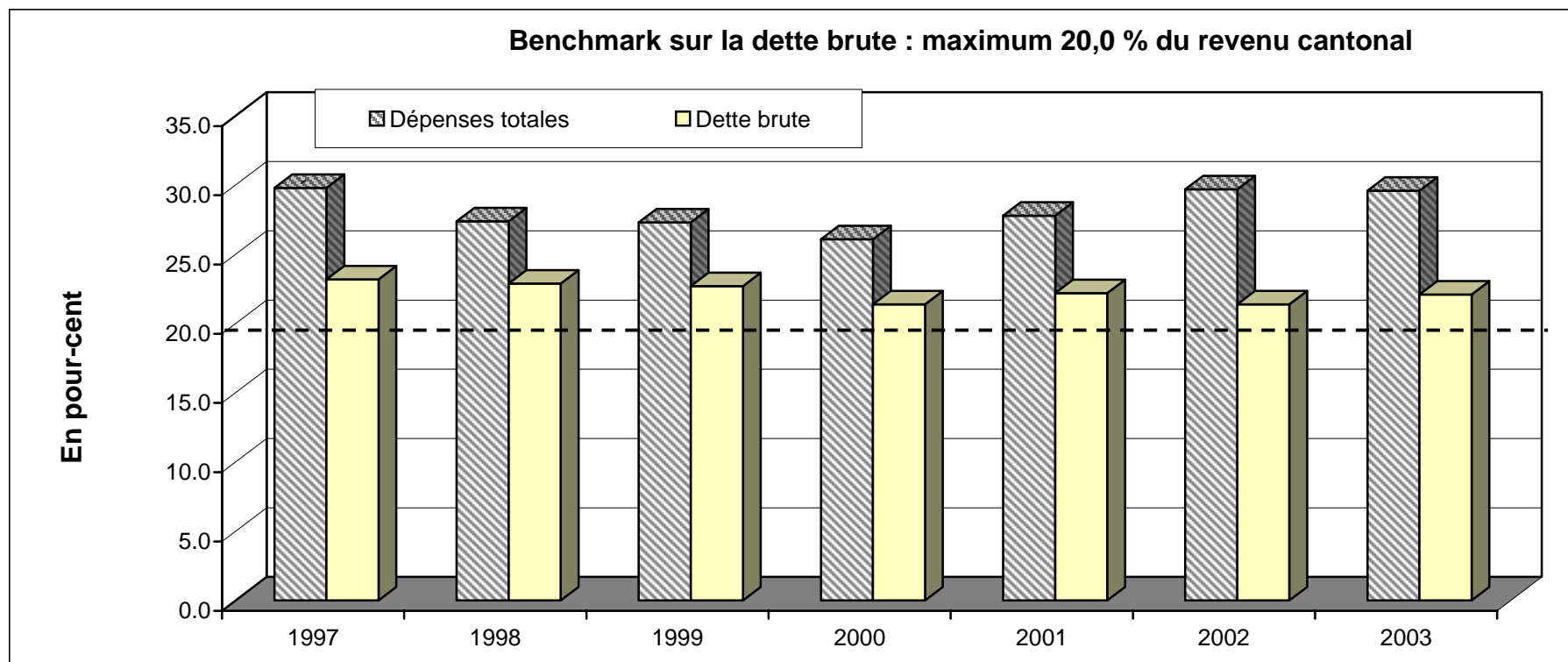
EVOLUTION DES QUOTES-PARTS DE L'ETAT

Calculées en % et arrondies à une décimale

Années	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Quote-part des dépenses totales	29.8	27.4	27.3	26.1	27.8	29.7	29.6
Quote-part des investissements nets	4.2	2.1	1.6	1.6	1.4	1.7	1.5
Quote-part de la dette brute	23.2	22.9	22.7	21.4	22.2	21.4	22.1

Quotes-parts de l'Etat : grandeurs comparées au revenu cantonal

L'évolution de la dette brute a été supérieure à celle du revenu cantonal en 2003 et la quote-part reste supérieure à l'objectif de 20%.



OBJECTIF DU GOUVERNEMENT :

- Le Gouvernement entend lors de la législature en cours mener une politique financière visant à retrouver des finances cantonales saines, afin de concrétiser ses objectifs prioritaires sans altérer l'aptitude du Jura à investir pour maintenir, renouveler et développer ses infrastructures.

CONTEXTE ET DEFIS :

- Les effets de la reprise de la conjoncture ne devraient pas se manifester avant la fin de l'année. Bon nombre d'entreprises ont rencontré des difficultés en 2003 et différé leurs investissements. Le chômage est très élevé et le climat de consommation reste à un niveau bas.
- La morosité ambiante continue de peser sur les finances des collectivités publiques. Les perspectives peu réjouissantes sur l'évolution des recettes et des charges ont conduit la Confédération et de nombreux cantons à mettre en oeuvre des mesures de correction.
- La dépendance des cantons à faible capacité financière les rend encore plus vulnérables et marginalisés. D'ailleurs, leurs parts traditionnelles aux recettes fédérales sont nettement inférieures aux attentes.
- Le Gouvernement entend réagir en renforçant sa politique d'accueil, d'intégration et d'emploi. Il désire réaliser "Jura Pays Ouvert" tout en gardant la maîtrise des finances cantonales. A cet effet, les mesures de correction structurelles présentées au Parlement seront mises en oeuvre.